

La problématique de la sécurisation des installations nucléaires pakistanaises.

Par **Mehdi Mekdour**, chercheur-stagiaire au GRIP

28 septembre 2009

Résumé

Les attentats du 11 septembre 2001 et la présence croissante d'éléments d'Al-Qaïda au Pakistan ont remis à l'ordre du jour la nécessité d'une plus grande sécurisation des sites nucléaires du pays. Dans cette perspective, des organes de gestion du nucléaire ont été créés par les autorités pakistanaises avec le soutien financier des États-Unis. De plus, des moyens techniques de protection tels que des détecteurs électroniques, des caméras en circuit fermé et des systèmes de verrouillage des ogives ont été installés. Cependant, cette sécurisation n'a pas été effectuée de façon égale sur l'ensemble des sites sensibles. Dès lors, les risques d'attaques demeurent une réalité. Afin de réduire cette menace, le recours à l'expertise de l'AIEA est une option qu'Islamabad devrait mieux prendre en considération.

Mots clés : Pakistan, installations nucléaires, menaces, terroristes, sécurité

Abstract

The problem of security in the Pakistani nuclear plants

The September 11, 2001 terrorist attacks and the increased presence of Al-Qaeda militants in Pakistan have brought back to the agenda the necessity of an amplified security for the nuclear facilities all around the country. In this perspective Pakistani authorities have created agencies in charge of the nuclear management with the financial support of the United States. Additionally, technical tools such as electronic sensors, closed circuit TV cameras and nuclear warhead locking mechanisms have been installed. However the security has not been ensured equally in all sensitive sites. Therefore the risks of attacks remain a reality. In order to minimize this threat Islamabad could use the IAEA expertise as a sustainable option.

Key words: Pakistan, nuclear facilities, threats, terrorists, security

Citation : MEKDOUR Mehdi, *La problématique de la sécurisation des installations nucléaires pakistanaises*, Note d'Analyse du GRIP, 28 septembre 2009, Bruxelles.

URL : http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2009/NA_2009-09-28_FR_M-MEKDOUR.pdf



Introduction

L'entrée d'un État dans le cercle des puissances nucléaires s'accompagne forcément d'un certain nombre d'interrogations sur ses capacités à sécuriser son arsenal nucléaire. Le Pakistan ne déroge pas à cette règle. Les inquiétudes portent, d'une part sur les relations tendues avec son voisin indien doté également de l'arme nucléaire et, d'autre part sur l'influence grandissante de l'islam radical au sein de l'appareil étatique.

Dans un article récemment publié par l'académie militaire américaine de West Point, le Professeur Shaun Gregory¹ affirmait que depuis novembre 2007, des militants islamistes proches d'Al-Qaida avaient attaqué trois installations utilisées dans le cadre du programme nucléaire pakistanais. L'une des attaques a été perpétrée contre le complexe de Wah, considéré comme le principal centre d'assemblage d'armes nucléaires du Pakistan². Cette dernière attaque a fait ressurgir des inquiétudes d'appropriation d'une partie de l'arsenal nucléaire pakistanais par des groupes terroristes.

Cette note a pour objectif d'analyser la sécurité des installations nucléaires pakistanaises en examinant la nature des menaces et les moyens mis en œuvre pour tenter de les neutraliser. Ce travail préliminaire permettra de dresser une image de l'état actuel de la politique de sécurisation adoptée par le pays au lendemain des attentats du 11 septembre 2001.

1. Les principales menaces

Les inquiétudes relatives à la destruction ou au détournement de matière fissile et armes nucléaires pakistanaises trouvent leurs sources dans des menaces à la fois endogènes et exogènes. Elles peuvent être soit d'origine étatique et liées essentiellement aux craintes d'une attaque en provenance de l'Inde, soit infra-étatiques compte tenu de la présence des talibans et d'Al-Qaida. Il est également avéré qu'il existe des risques élevés de collusion entre certains responsables du programme nucléaire et les deux groupes de menaces infra-étatiques cités précédemment.

1.1. L'Inde

L'antagonisme entre le Pakistan et l'Inde a débuté en 1947 au lendemain de l'indépendance de ces deux États. L'objet principal du contentieux porte sur la région du Cachemire. Au moment de la création des deux pays, le gouverneur hindou de cet État princier, peuplé majoritairement de musulmans, avait choisi de se rattacher à l'Inde. Or, le Pakistan revendiquait ce territoire en s'appuyant sur la volonté de la population locale d'un rapprochement avec Islamabad. Ce différend territorial a engendré trois conflits armés entre les deux pays (en 1947, 1965 et 1999). L'Inde et le Pakistan s'affrontèrent également en 1971 lors de la guerre du Bangladesh³ qui se solda par la

1. Shaun Gregory est professeur de sécurité internationale à l'Université de Bradford et directeur de l'Unité de recherche sur la sécurité au Pakistan.

2. S. Gregory, *The terrorist threat to Pakistan's nuclear weapons*, CTC Sentinel, United States Military Academy, West Point, vol. 2, issue 7, juillet 2009, p. 1, <http://www.ctc.usma.edu/sentinel/CTCSentinel-Vol2Iss7.pdf>

3. Au moment de son indépendance, le Pakistan était constitué de deux entités (le Pakistan occidental et le Pakistan oriental) distantes l'une de l'autre de 1500 km. Jusqu'aux élections législatives de 1970, la partie orientale était peu considérée politiquement par l'État central mais la situation connut un revirement important en cette année d'élection, avec la victoire du parti de la Ligue Awami face au parti du peuple d'Ali Bhutto, parti au pouvoir. Confortée par sa victoire, la Ligue Awami revendiqua le droit de former le prochain gouvernement, ce qui lui a été refusé par le président sortant, le général Ayub Khan. À la suite de cette décision, le président du parti victorieux

défaite de la république islamique. En réaction à cet échec, les autorités pakistanaises décidèrent de développer une force nucléaire afin de s'aligner sur la puissance militaire indienne⁴. Comme le souligne Françoise Donnay : « *La recherche d'une capacité militaire en matière d'armes de destruction massive est aussi le moyen pour l'Inde face à la Chine, ou au Pakistan face à l'Inde, de créer un effet inhibiteur à toute velléité d'agression, renforcer le facteur de retenue et de modération, sanctuariser leur territoire et compenser d'éventuelles infériorités conventionnelles*⁵ ».

En mai 1998, l'Inde et le Pakistan se déclarèrent puissances atomiques après avoir procédé avec succès à des essais nucléaires. Toutefois, les deux pays adoptèrent des doctrines d'utilisation de leur arsenal nucléaire diamétralement opposées. Le Pakistan opta pour la politique du « recours en premier » par laquelle le pays affirme qu'il n'hésitera pas à employer sa force de frappe nucléaire si la survie de son armée était sérieusement mise en péril par une attaque indienne⁶. De son côté, l'Inde s'engagea à n'utiliser l'arme atomique que dans le cas extrême où elle-même serait la victime d'une attaque nucléaire⁷.

La menace d'une attaque indienne contre le potentiel nucléaire pakistanais se concentre sur les régions frontalières du nord-est et plus précisément contre le complexe de recherche de Kahuta⁸. Cette installation abrite des centrifugeuses destinées à la production d'uranium enrichi. Cette crainte avait poussé les autorités d'Islamabad à installer les éléments essentiels de leur programme nucléaire militaire dans les zones du nord-ouest⁹. Or, cette région est un fief important des groupes islamistes et notamment des talibans qui s'y sont réfugiés en grand nombre après le début de l'offensive américaine en Afghanistan en 2001. La seconde menace est donc la présence talibane à la périphérie des complexes nucléaires pakistanais.

proclama l'indépendance de la région et la naissance du Bangladesh. En réaction, l'armée pakistanaise, favorable au parti d'Ali Bhutto, entama une répression contre les habitants du nouvel État autoproclamé. Face à l'attitude pakistanaise, l'Inde prit cause pour la résistance bengalaise avec le soutien de l'URSS. Le conflit s'acheva le 15 décembre 1971 par la défaite du Pakistan et la reconnaissance de l'État bangladaise. *Inde-Pakistan, un demi-siècle d'affrontements*, La documentation française, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/inde-pakistan/guerres1965-1971.shtml>

4. En 1964, l'Inde a entrepris le développement d'un programme nucléaire militaire après sa défaite face à la Chine deux années plus tôt.
5. Françoise Donnay, *Inde-Pakistan : Forces militaires et nucléaires en présence*, Rapport du GRIP, 2002/3, p. 10, http://www.grip.org/pub/rapports/rg02-3_indepak.pdf
6. R. Gaurav, *Les armes nucléaires tactiques en Asie du Sud : la nécessité de renoncer à leur mise au point et à leur déploiement*, Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), 2002/4, <http://www.unidir.org/pdf/articles/pdf-art1837.pdf>
7. Françoise Donnay, *op. cit.*, p. 6.
8. Au mois d'octobre 1984, les autorités pakistanaises sont informées que l'Inde projette une attaque surprise contre le centre de recherche nucléaire de Kahuta. Islamabad envoie aussitôt un avertissement à New Delhi affirmant qu'elle répliquerait à cette attaque par des représailles contre les centres nucléaires civils et militaires indiens. F. Grare, *Les ambitions internationales de l'Inde à l'épreuve de la relation indo-pakistanaise*, Les Études du CERI, n° 83, février 2002, p. 8-9, <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude83.pdf>
9. Les zones proches d'Islamabad et de Rawalpindi abritent trois centres névralgiques du programme nucléaire pakistanais : a) l'Institut pakistanais des sciences et technologies nucléaires comprend deux réacteurs de type PARR (Pakistan Atomic Research Reactor), une usine de retraitement du plutonium et un centre de recherche et développement; b) le site de Golra Sharif renferme une usine d'enrichissement d'uranium et c) le complexe de Wah est un centre militaire de production d'armes conventionnelles mais des soupçons laissent penser que des armes nucléaires y sont également entreposées. A. Koch et J. Topping, *Pakistan's nuclear-related facilities*, The Nonproliferation Review, vol. 4, n° 3, juillet 1997, <http://cns.miis.edu/reports/pdfs/9707paki.pdf>

1.2. Les talibans

La recrudescence des actions terroristes dans les régions tribales du nord-ouest du Pakistan coïncide avec le repli des talibans afghans vers ces zones à la suite du déclenchement de l'opération « Enduring Freedom ». Le principal groupe taliban est le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP), fort de quinze milles hommes et dirigé jusqu'à peu par Baitullah Mehsud¹⁰. Les services de sécurité pakistanais estiment que le TTP était à l'origine de 36 attentats suicides pendant l'année 2007 et était le commanditaire des attaques contre le complexe militaire et nucléaire de Wah ayant fait 63 morts le 20 août 2008¹¹.

Ce dernier événement avait soulevé des interrogations quant à l'objectif réel de cet attentat. L'idée d'une tentative de subtilisation d'éléments nucléaires n'est pas à exclure car Al-Qaida a déjà fait part de la possibilité d'utilisation d'armes de destruction massive dans sa lutte contre les États-Unis¹². Si la capacité de l'organisation islamiste à faire exploser une charge nucléaire demeure peu évidente, il n'en reste pas moins qu'une détention de cette arme par Al-Qaida donnerait une nouvelle aura à l'organisation. La présence de la mouvance islamiste dans la région renforce les craintes d'attaques contre les installations nucléaires pakistanaises.

De plus, le risque d'acquisition par un groupe terroriste d'armes, de composants ou de connaissances dans le domaine du nucléaire militaire semble être plus élevé au Pakistan qu'ailleurs du fait de la collusion existante entre ces mouvements islamistes et certaines franges des forces de sécurité du pays.

1.3. L'islamisation des forces de sécurité

Depuis les années 1970, l'armée et les services de renseignements pakistanais doivent faire face à un phénomène croissant d'islamisation de certains de leurs membres. Cette situation s'explique en partie par le conflit persistant au Cachemire¹³ et les opérations militaires américaines en Afghanistan et en Irak, perçues généralement comme des agressions antimusulmanes. Ces soldats partagent avec les talibans leur vision antiaméricaine et antioccidentale¹⁴ et certains parmi eux sont des partisans du principal mouvement politique islamiste Jamaat-I-Islami¹⁵.

10. Baitullah Mehsud est décédé des suites du bombardement de quatre missiles tirés depuis un drone américain au début du mois d'août 2009. Au Pakistan, il avait réussi à unifier une quarantaine de groupes islamistes avec l'appui du chef des talibans afghans le Mollah Omar. J. Follorou, *la confusion s'installe après l'annonce de la mort du chef des talibans pakistanais*, Le Monde, 11 août 2009.

11. *Pakistan: Suicide bombings lead to suffering, fear*, Integrated Regional Information Networks (IRIN), 25 août 2008, <http://www.unhcr.org/refworld/publisher,IRIN,,PAK,48b3b21ca,0.html>

12. G. A. Ackerman et J. M. Bale, *Al-Qa'ida and Weapons of Mass Destruction*, James Martin, Center for Nonproliferation Studies, 31 décembre 2002, <http://cns.miiis.edu/pubs/other/algwmd.htm>

13. Le service de contre-espionnage pakistanais (ISI) a des liens très forts avec des groupes islamistes du Cachemire et plus particulièrement avec le Lashkar e-Taïba, créé par l'ISI dans les années 1980 pour contrer l'influence indienne au Cachemire. J. Dedet, *l'Amérique dans le bourbier « AfPak »*, Jeune Afrique, 23 avril 2009, <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2518p063.xml0/-USA-terrorisme-Pakistan-taliban-L-Amerique-dans-le-bourbier--AfPak--.html>

14. Shaun Gregory interviewé par Y. Mens, *Les jihadistes en embuscade*, Alternatives internationales, septembre 2009, p. 33.

15. Jamaat-I-Islami a été fondé en 1941 et est le plus ancien parti religieux du Pakistan. Il prône un État gouverné par la loi islamique qui serait l'opposé du modèle occidental caractérisé par le capitalisme et le socialisme. S. Gregory, *Les risques nucléaires au Pakistan*, Centre d'études et de recherche de l'école militaire (Cerem), 19 décembre 2008, <http://www.cerems.defense.gouv.fr/etudes/publications/etudes-Pakistan.pdf>

Cette collusion n'existe pas seulement au sein des services de sécurité mais elle se retrouve également parmi les civils impliqués dans le programme nucléaire pakistanais. Ainsi en 2000, deux scientifiques, membres de la Commission de l'énergie atomique pakistanaise Sultan Bashirrudin Mahmood et Chaudhry Abdul Majeed, rencontrèrent Oussama Bin Laden. Ces deux personnes, neutralisées avant de passer à l'acte, avaient créé un réseau avec pour objectif de fournir des armes de destruction massive (ADM) à Al-Qaida¹⁶.

Si la menace indienne demeure une préoccupation de taille pour les autorités pakistanaises, les puissances mondiales (États-Unis, Europe, Chine et Russie entre autres) sont quant à elles plus préoccupées par les tentatives d'acquisitions d'ADM par les groupes islamistes. Les attentats du 11 septembre 2001 ont renforcé ce sentiment de méfiance et la « guerre contre la terreur » lancée par les États-Unis et leurs alliés s'est accompagnée d'une pression plus importante en faveur d'un renforcement de la sécurisation des installations nucléaires par l'État pakistanais.

2. Les outils au service de la sécurisation du nucléaire pakistanais

L'acquisition par le Pakistan de l'arme atomique l'a confronté à des responsabilités plus grandes en matière de sécurité nucléaire. À cet égard, Islamabad a développé un certain nombre de mesures et stratégies. D'une part, il y eut la création d'institutions en charge de la gestion de la sécurité nucléaire et d'autre part, l'achat et le développement d'équipements de protection des installations de production et de stockage du matériel sensible.



Un missile pakistanais Ghauri, capable d'emporter une charge nucléaire sur 1 500 kilomètres, lors d'une démonstration à Islamabad (<http://www.americanprogress.org>).

2.1. L'institutionnalisation de la politique de sécurité nucléaire

La structure du dispositif de gestion du nucléaire pakistanais est composée de trois organes principaux.

La *National Command Authority* (NCA) qui a été créée en février 2000 et où siègent le président pakistanais, le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères, le directeur du Comité des chefs d'états-majors interarmées et des experts techniques. La NCA est en charge de la formulation des politiques en matière de contrôle des armes nucléaires et elle chapeaute l'ensemble des autres organisations nationales de contrôle. La NCA est dotée d'un secrétariat responsable de la gestion quotidienne, la *Strategic Plans Division* (SPD).

La *Strategic Plans Division* (SPD) est le centre névralgique de la sécurité directe de l'ensemble des installations nucléaires pakistanaises. Elle supervise ainsi près de dix mille agents de sécurité provenant des forces de police et de l'armée. L'un des moyens de sécurisation adopté par le pays a

16. R. Mowatt-Larssen, *Nuclear Security in Pakistan: Reducing the Risks of Nuclear Terrorism*, Arms Control Association, juillet- août 2009, p. 2, http://www.armscontrol.org/act/2009_07-08/Mowatt-Larssen

consisté dans la mise en œuvre d'un programme de recrutement plus rigoureux du personnel civil et militaire, connu sous le nom de *Personnel Reliability Program*. L'objectif est d'exclure de la sélection les individus qui ont des sympathies islamistes et par la même occasion, ceux qui connaissent des problèmes de drogue, voire même des « déviations sexuelles » aux yeux des autorités. Cette stratégie doit aussi permettre d'atténuer les risques de collusion avec les groupes terroristes. Dans sa volonté d'éviter une activation malveillante d'une arme nucléaire, les autorités pakistanaises ont également introduit la règle de la « double identification¹⁷ » par laquelle le déclenchement de l'arme ne peut se faire qu'après une authentification des codes de lancement par au moins deux officiers accrédités.

Le troisième organe de gestion est le *Strategic Forces Commands* (SFC) qui compte trois commandements issus de chaque corps d'armée (l'armée de terre, la marine et l'aviation). Ces derniers sont responsables de la formation de leurs forces stratégiques au déploiement et à l'activation de l'arsenal nucléaire en temps de crise¹⁸.

Outre ces trois organes, il existe une multitude d'autres instances de gestion telles que l'Autorité de régulation du nucléaire pakistanais (PNRA¹⁹). Les missions de la PNRA sont de s'assurer de l'absence de risque radioactif dans et autour des différentes installations nucléaires et de coordonner les plans d'urgence en cas de tension²⁰. En 2006, le gouvernement pakistanais a approuvé la création du Plan d'action de sécurité nationale (NSAP²¹). Ce plan dépend du PNRA et a notamment comme objectif de développer un centre d'entraînement à la sécurité nucléaire²². En complément à ses organes de gestion, Islamabad a également installé un ensemble de moyens techniques pour contrer les menaces envers son potentiel nucléaire.

2.2. Les moyens techniques de protection

Pour avoir rejoint les États-Unis dans leur guerre contre le terrorisme, les autorités pakistanaises se sont vu octroyer une aide substantielle estimée à cent millions de dollars afin de moderniser leurs systèmes de sécurité nucléaire²³.

Pour assurer la protection directe des armes nucléaires, le pays a développé sa propre version du système américain de contrôle électromécanique de mise à feu de ces armes, communément appelé Permissive Action Link (PAL). Ainsi, ce système empêche une personne ne disposant pas de codes valides de pouvoir amorcer l'arme nucléaire et en cas de tentatives infructueuses, le système de mise à feu se verrouille de façon permanente²⁴. Depuis 2004, l'ensemble de l'arsenal nucléaire

17. La terminologie anglaise est « Two-man rule ».

18. *Pakistan: Nuclear Security and the U.S Strategy for Southwest Asia*, Stratfor Global Intelligence, 12 mai 2009, p. 2, http://www.stratfor.com/memberships/137811/analysis/20090512_pakistan_nuclear_security_and_u_s_strategy_southwest_asia

19. Pakistan Nuclear Regulatory Authority.

20. R. Akhtar, *Pakistan's Nuclear Assets: Safe and Secure*, CBRN South Asia brief, Institute of Peace and Conflict Studies, New Delhi, n° 13, juin 2009, p. 2.

21. National Security Action Plan.

22. F. Hassan Khan, *Nuclear Security in Pakistan: Separating Myth from Reality*, Arms Control Association, juillet/août 2009, http://www.armscontrol.org/act/2009_07-08/khan

23. L. J. Korb, *The security of Pakistan's nuclear arsenal*, Bulletin of the Atomic Scientist, 19 mai 2009, <http://www.thebulletin.org/web-edition/features/the-security-of-pakistans-nuclear-arsenal>

24. *Pakistan: Nuclear Security and the U.S Strategy for Southwest Asia*, Stratfor Global Intelligence, 12 mai 2009, p. 3, http://www.stratfor.com/memberships/137811/analysis/20090512_pakistan_nuclear_security_and_u_s_strategy_southwest_asia

pakistanais est doté de cette technologie²⁵ qui, combinée à la règle de la « double authentification », augmente de façon considérable la sécurité du potentiel nucléaire du pays.

En plus de ce double mécanisme de sécurisation des armes, la majorité des installations nucléaires est dorénavant protégée par des détecteurs électroniques et des caméras en circuit fermé. Par ailleurs, les ogives nucléaires (estimées à 60 pièces) sont stockées dans au moins six emplacements différents. Elles sont également séparées des vecteurs de transport afin de minimiser les risques d'accidents et d'utilisation non autorisée²⁶. Toutefois, la nécessité de réunir les ogives et leurs vecteurs en cas de crise fait en sorte que le transfert de ces éléments l'un vers l'autre est à la merci d'une attaque extérieure. Le Pakistan est aussi doté d'importants moyens de communication afin d'assurer une connexion permanente entre les différents sites de son programme nucléaire. Cependant, ce réseau de communication n'en est pas moins vulnérable aux contre-mesures électroniques indiennes²⁷ et aux attaques physiques, notamment aux raids aériens²⁸.

3. La réalité sécuritaire en 2009

Le Pakistan ayant pris acte des craintes suscitées par sa nucléarisation a effectué un effort important afin de renforcer la protection de ses principales installations nucléaires. Néanmoins, est-ce suffisant pour faire face à la menace terroriste ?

Les avis divergent sur cette question. Ainsi, le professeur Shaun Gregory estime que le risque de transfert d'armes nucléaires ou d'expertise dans ce domaine au profit de terroristes existe bel et bien²⁹. À cette affirmation, les officiels pakistanais opposent qu'il n'a y aucune chance que leurs armes atomiques puissent tomber dans l'escarcelle de groupes terroristes³⁰. Ils appuient leurs dires sur l'effort consenti depuis près d'une décennie à renforcer leur sécurité nucléaire notamment au travers d'un entraînement de haut niveau des agents de sécurité en collaboration avec les experts américains. Ces déclarations semblent avoir convaincu Washington de la fiabilité de ce système de sécurité³¹. Le président Obama a ainsi affirmé sa confiance dans la sécurisation par le Pakistan de son arsenal nucléaire mais a émis, dans le même temps, des préoccupations face à la faiblesse du

25. K. Berry, *Protect! The security of Pakistan's nuclear facilities*, Policy paper EastWest Institute, février 2008, p. 8.

26. G. Kanwal, *Are Pakistan's Nuclear Warheads Safe?*, Pakistan Security Research Unit, Brief n° 27, janvier 2008, www.spaces.brad.ac.uk.

27. En 2004, l'Inde développa un large système de contre-mesures électroniques à vocation défensive « Samyukta Communication and Control block » couvrant un rayon d'action de sept mille kilomètres. Conformément à sa doctrine nucléaire, le Président indien de l'époque, Dr. Abdul Kalam, avait affirmé que New Delhi n'utiliserait pas ce système dans le cadre d'une agression contre un autre État mais pour prévenir l'entrée d'ogives nucléaires ennemies dans son territoire. "Samyukta" presented to the Army, The Hindu, 20 janvier 2004, <http://www.hinduonnet.com/2004/01/20/stories/2004012001721300.htm>

28. S. Gregory, *Les risques nucléaires au Pakistan*, Centre d'études et de recherche de l'école militaire (Cerem), 19 décembre 2008, <http://www.cerems.defense.gouv.fr/etudes/publications/etudes-Pakistan.pdf>

29. S. Gregory, *The terrorist threat to Pakistan's nuclear weapons*, CTC Sentinel, United States Military Academy, West Point, vol. 2, issue 7, juillet 2009, p. 4, <http://www.ctc.usma.edu/sentinel/CTCSentinel-Vol2Iss7.pdf>

30. *Pakistan Military Denies Nuclear Security Report*, The Journal of Turkish weekly, 13 août 2009, <http://www.turkishweekly.net/print.asp?type=1&id=86634>

31. Le Secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a déclaré que « *les États-Unis jugeaient les mesures de sécurité de l'arsenal nucléaire pakistanais suffisantes et adéquates* ». Interview de Robert Gates accordée à la télévision qatari Aljazeera le 8 septembre 2009.

régime en place³². Une faillite de l'État central élargirait le champ d'actions des talibans et de leurs acolytes d'Al-Qaida dans leur projet de déstabilisation de la région.

Toutefois, la réalité sécuritaire des installations nucléaires pakistanaises semblent se situer à mi-chemin entre ces deux visions. Selon l'analyste indien Bahukutumbi Raman³³, le problème provient d'une politique de sécurisation inégale. Ainsi, les complexes proches d'Islamabad et de Rawalpindi ont reçu une attention toute particulière alors que les installations du nord-ouest, notamment le réacteur nucléaire de Chasma et plus au sud, le réacteur d'eau lourde de Karachi n'ont pas fait l'objet d'une protection semblable. Pour l'ancien agent secret indien, le plus grand danger réside dans l'éventualité d'une attaque massive de terroristes contre ces installations peu sécurisées. Leur objectif ne serait pas d'accaparer des armes nucléaires mais plutôt de créer un désastre sanitaire et environnemental, un « Tchernobyl-terroriste »³⁴.

Conclusion

Jusqu'à présent, les tentatives d'atteinte au potentiel nucléaire pakistanais se sont soldées par des échecs selon les informations disponibles. La déliquescence croissante de l'État pakistanais, caractérisé par une économie au bord de la banqueroute³⁵ et par une situation sécuritaire complexe accentue cependant les risques d'attaques terroristes contre les installations nucléaires du pays.

Dans l'optique de réduire ce risque, certaines pistes peuvent être envisagées. Il serait ainsi opportun d'accroître les moyens alloués à la sécurité des sites nucléaires pakistanais afin de niveler la sécurité de l'ensemble des complexes par le haut. De plus, il serait utile d'intensifier les efforts visant à diminuer la menace terroriste ambiante, ce qui participerait à annihiler les risques d'attentats contre les sites nucléaires.

En ce qui concerne l'amélioration de la protection des installations nucléaires pakistanaises, l'expertise de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est un atout indéniable dans la réalisation de cet objectif. Pour se faire, l'AIEA s'appuie sur l'*International Physical Protection Advisory Service* (IPPAS) dont la mission première est de fournir des recommandations aux États membres concernant le renforcement des systèmes nationaux de sécurité nucléaire. Cette assistance peut prendre la forme de programmes d'entraînement, de coopérations techniques ou de missions d'informations et d'enquêtes³⁶. À la date du 30 juin 2008, 41 missions de l'IPPAS avaient été conduites mais le Pakistan n'avait pas requis cette assistance selon les informations disponible en 2005³⁷. L'amélioration de la sécurité nucléaire passe également par l'aide financière

32. Obama confident Pakistan's nuclear arms are secure, Reuters, 29 avril 2009, <http://www.reuters.com/article/latestCrisis/idUSWBT011169>

33. Bahukutumbi Raman a servi dans les services de renseignement indiens pendant 26 ans et a également été membre du Conseil national de sécurité de son pays entre 2000 et 2002. Aujourd'hui, il est directeur de l'Institute for Topical Studies.

34. B. Raman, *Can there be a terrorist-caused Chernobyl?*, South Asia Analysis Group, paper n° 3167, 1er mai 2009, <http://www.southasiaanalysis.org/%5Cpapers32%5Cpaper3167.html>

35. S. Djafer, *le Pakistan devient un risque économique majeur*, Les Afriques, 23 novembre 2008, <http://www.lesafriques.com/le-monde-vu-de-l-afrique/le-pakistan-devient-un-risque-economique-ma.html?Itemid=222?article=11072>

36. *Guidelines for IAEA International Physical Protection Advisory Service (IPPAS)*, IAEA Services Series, n° 3, février 1999, <http://www.iaea.org/OurWork/SS/Protection/foreword.html>

37. Contacté le 8 septembre 2009, le Bureau de la sécurité nucléaire de l'AIEA a déclaré ne pas pouvoir communiquer des détails sur l'assistance individuelle fournie aux États.

étrangère or, le manque de transparence des autorités pakistanaises quant à la destination réelle de ces aides tend à freiner les États contributeurs³⁸.

* * *

Les installations nucléaires pakistanaises déclarées



©Carnegie Endowment for International Peace, *Deadly Arsenals* (2005), www.ProliferationNews.org

38. R. Mowatt-Larssen, *Nuclear Security in Pakistan: Reducing the Risks of Nuclear Terrorism*, Arms Control Association, juillet/août 2009, p. 4, http://www.armscontrol.org/act/2009_07-08/Mowatt-Larssen